

# **Les OGM et la politique d’approvisionnement alimentaire : quelle perspective pour l’Afrique noire ?**

## **GMOs and food supply policy : what perspective for black Africa ?**

**Faloukou DOSSO,**

Enseignant-Chercheur,  
Université Alassane Ouattara  
Département de Philosophie  
Côte d’Ivoire

**Koffi N’srèkè Édouard ADJOUANI, Doctorant,**

Doctorant  
Université Alassane Ouattara  
Département de Philosophie  
Côte d’Ivoire

**Date de soumission :** 18/12/2024

**Date d’acceptation :** 01/02/2025

**Pour citer cet article :**

DOSSO F. & ADJOUANI. K. (2025) « Les OGM et la politique d’approvisionnement alimentaire : quelle perspective pour l’Afrique noire ? », Revue Internationale du chercheur « Volume 6 : Numéro 1 » pp : 180-204

## Résumé

Les OGM ont permis aux États-Unis de prendre conscience qu'en plus du contrôle du pétrole, celui de l'alimentation peut être une arme de domination, de contrôle démographique de tout pays. C'est ainsi que des fondations, des firmes vont accompagner le contrôle de l'alimentation, en ayant en sous-main la carte de stérilisation des populations. Face à la velléité hégémonique américaine, les pays africains doivent faire attention quant à leur adhésion à la promotion des OGM dans la production de masse qui pourrait cacher des intentions malveillantes. L'Afrique noire, dans sa quête d'une autosuffisance alimentaire, doit trouver des pistes de solution, telles que l'importation de l'industrie agricole, la nécessaire gestion des gaspillages en ayant une politique fluide et fiable de (re)distribution. L'Afrique doit être capable de servir à sa population une alimentation saine lui évitant des surprises liées à la recrudescence de maladies chroniques, via la consommation des OGM. Il faut lui éviter la perte/éradication de sa tradition agricole qui englobe les prodiges des pauvres paysans et qui sert à nourrir la grande partie de sa population. L'Afrique noire doit relever le défi de la politique d'approvisionnement alimentaire dans une perspective où la durabilité, la productivité et la rentabilité sont bien jugulées.

**Mots clés :** Afrique noire ; Approvisionnement alimentaire ; Démographie ; Famine ; OGM.

## Abstract

GMOs have made the United States aware that, in addition to controlling Oil, controlling Food can be a weapon of domination, of demographic control of any country. This is how foundations and companies will support the control of food, by having the sterilization card of the populations in secret. Faced with the American desire for hegemony, African countries must be careful about their adherence to the promotion of GMOs in mass production, which could hide malicious intentions. Black Africa, in its quest for food self-sufficiency, must find solutions, such as importing the agricultural industry, the necessary management of waste by having a fluid and reliable policy of (re)distribution. Africa must be able to serve its population a healthy diet that avoids surprises linked to the resurgence of chronic diseases, through the consumption of GMOs. It must be prevented from losing/eradicating its agricultural tradition, which encompasses the wonders of the poor peasants and serves to feed the majority of its population. Sub-Saharan Africa must take up the challenge of food supply policy from a perspective where sustainability, productivity and profitability are well controlled.

**Keywords :** Black Africa ; Food supply ; Demography ; Famine GMOs.

## Introduction

La relative adoption des Organismes Génétiquement Modifiés (OGM) en Afrique noire, l'autre nom de l'Afrique subsaharienne, suscite des débats opposant le plus souvent des scientifiques, des décideurs politiques, la société civile et les paysans. Pour [M. Poussart-Vanier 2006], la délicatesse de la situation va résider dans le fait que les OGM constituent une technique extrêmement puissante pour lutter contre le problème de la faim dans une Afrique en mutation et en expansion démographique. Les OGM s'offriraient comme l'extraordinaire opportunité de venir à bout de la famine en Afrique. La tentation est grande, car il s'agit d'apporter des gènes nouveaux, identifiés grâce aux progrès de la connaissance fine des patrimoines génétiques des différentes espèces et de leur régulation (la génomique) et donc de fixer des caractères nouveaux chez les plantes, comme la résistance à des insectes ou à des virus [J.-C Pernollet, 2015]. Cependant, cette révolution, dans la résolution des disettes occasionnant le recours aux Plantes Génétiquement Modifiées (PGM), n'est pas sans poser d'autres problèmes liés à des risques sanitaires dans la probable lutte contre les carences nutritionnelles et la qualité douteuse des aliments à donner aux populations, tiers-mondistes.

Au cours des débats se rapportant aux OGM, certaines voies en leur faveur vont, non seulement mettre leur foi en leur capacité à réduire le temps de travail des paysans, mais aussi celle à fournir des aliments dans les meilleurs délais, sur des espaces cultivables réduits. Les PGM permettront de réduire les coûts de production, de minimiser l'usage des intrants et des produits phytosanitaires (les pesticides les herbicides et insecticides) en vue de rentabiliser le travail de l'agriculteur. J.-C Pernollet (2015) adhère à cette vision en soutenant : « en effet, les PMG peuvent apporter beaucoup à des agricultures durables, productives, rentables pour l'agriculteur et respectueuses de l'environnement, de sorte que certains préconisent la complémentarité entre agriculture conventionnelle et transgénique, notamment pour réduire effectivement l'usage des pesticides ». Il faut stimuler la production agricole, augmenter les revenus des paysans dans une atmosphère de complémentarité entre agriculture conventionnelle et transgénique pour réduire l'usage effréné des pesticides. Les paysans pourraient satisfaire leurs besoins et ceux de leur famille. Du coup, l'ère des OGM marquerait la fin de la précarité à tous les niveaux.

D'autres, au contraire, émettent des réserves quant à la capacité des OGM à faire face aux défis du monde agricole africain. Ici, les OGM sont suspectés étant donné « que l'idéologie du progrès qui accompagne la révolution industrielle, censée procurer in fine un bien-être universel, relègue au second plan les dégâts sanitaires ou environnementaux » (M.-M. Robin,

2011). Cette révolution industrielle, dans sa volonté de résoudre définitivement le problème d'insuffisance alimentaire, va négliger les dégâts sanitaires et environnementaux. M. Poussart-Vanier (2006), un opposant farouche à cette pseudo-révolution, déclare que « [tous les pays doivent rejeter] les OGM puisqu'aucune recherche sérieuse n'a été conduite sur les possibles effets secondaires », sur la santé humaine et environnementale. Le manque de transparence de ces recherches sur ces OGM et celui de communication entre les autorités, les responsables, les consommateurs viennent accentuer et légitimer la suspicion sur leurs effets secondaires problématiques. Les OGM font converger l'idée du non-respect des normes de la recherche scientifique et celles recommandées par des principes bioéthiques.

Ces différentes positions évoquent l'idée que les implications des OGM sont plus profondes. Ceux qui militent pour leur adoption voient en eux une aubaine pour sortir l'Afrique noire de la crise alimentaire. Mais, les motivations des recherches sur les OGM vont au-delà des intérêts particuliers et/ou spécifiques en vue de ne pas se résumer à la nourriture dans les assiettes, aux idéologies, aux oppositions entre les experts scientifiques. C'est pour avoir une vision éclairée des OGM et leur probable adoption en Afrique noire que nous menons ces recherches. Comment faut-il appréhender les OGM qui sont sur le marché de l'agriculture subsaharienne ? C'est ainsi qu'une étude herméneutique sera adoptée dans l'optique de s'appuyer sur l'analyse approfondie de la littérature scientifique et des données secondaires qui tournent autour de la question. Il faut donc passer en revue leurs enjeux et éviter de mettre en danger la population subsaharienne sur plusieurs générations. Il faut proposer des perspectives d'adoption de ces plantes transgéniques en Afrique. Toutefois, « comment subvenir aux besoins de la population [tiersmondiste] sans avoir recours à des moyens de production intensifs ? » (J.-P. Oury, 2006). Cette histoire des OGM liée à la politique d'approvisionnement alimentaire d'un pays n'est-elle pas une forme d'impérialisme ? La nécessité de subvenir aux besoins d'alimentation des populations africaines doit répondre à la technologie des OGM et à la mise en place véritable d'une politique d'approvisionnement alimentaire.

### **1. Les OGM et la politique d'approvisionnement alimentaire : les dessous de l'hégémonie américaine pour contrôler la planète**

« Qu'est-ce qu'un OGM ? La définition légale en est : micro-organisme, animal ou plante qui a subi une modification de son patrimoine génétique initial, par ajout, remplacement ou enlèvement d'au moins un gène, par une technique de laboratoire connue sous le nom de transgène. Autrement dit, il s'agit généralement du transfert (de la « greffe », en quelque sorte)

en laboratoire d'un gène étranger dans un organisme receveur donné. Celui-ci possédera ainsi, en plus de ses quelques dizaines de milliers de gènes (s'il s'agit d'une plante), un ou plusieurs gènes additionnels qui lui conféreront le ou les caractères héréditaires portés par ces segments d'ADN. » (M. Kuntz, 2006).

L'OGM, en hébergeant au moins un gène qui ne lui appartient pas de manière naturelle, voit son code génétique modifié par l'homme lui conférant de nouvelles caractéristiques. Les OGM sont des résultats des travaux de recherches et de manipulations d'un et/ou de plusieurs organes, gènes d'une espèce animale, végétale. Le génome est modifié en ajoutant ou en retranchant des gènes pour créer une nouvelle espèce identique à celle de départ. L'on distingue deux grands groupes d'OGM : ceux médicaux et ceux agricoles. Les OGM médicaux sont utilisés pour la production de vaccins, de médicaments (insuline), des vecteurs de thérapies géniques dont le but est de résoudre efficacement les problèmes de santé, des cas précis de maladies héréditaires qui décimèrent des familles. Quant aux OGM agricoles, ils renferment les recherches sur les végétaux et animaux qui interviennent dans la production alimentaire.

Dans les recherches actuelles sur les OGM agricoles, il faut évoquer les conclusions générales des publications scientifiques, sans omettre des médias qui révèlent que leur but est de sauver la population mondiale de la famine et de la sous-alimentation. Certains vont jusqu'à les présenter comme l'ultime porte de sortie de la crise alimentaire mondiale. Cependant, [Y. Lrhziel 2012] émet des réserves en affirmant qu'il faut se méfier des arguments avancés par de nombreux défenseurs de la cause OGM, qui louent les OGM à usage pharmaceutique en omettant complètement les effets pervers que les OGM peuvent occasionner dans le secteur agroalimentaire. Cette méfiance naît du fait qu'initialement, l'arme alimentaire était utilisée par Washington plus comme une matraque pour frapper d'autres pays [W. Engdahl, 2008]. Les OGM sont devenus des armes d'assujettissement, de domination et de contrôle des autres pays. Il est plus que nécessaire de révéler la face cachée de la politique de promotion des OGM, depuis leur création en 1970 à nos jours.

Si les organismes modifiés ont pris une part importante dans la politique alimentaire mondiale, il faut reconnaître que ce n'est ni par la bonté d'âme (idée d'aider les peuples à sortir de la famine et de la sous-alimentation), ni par le souci de bien-être du vivant (qui serait de préserver la dignité humaine de la carence alimentaire et de l'agonie), mais c'est plutôt pour des objectifs spécifiques, propres aux États-Unis et à leurs firmes. L'histoire du développement des OGM s'inscrit dans la vaste stratégie qui englobe la politique étrangère américaine, mise en œuvre par Henry Kissinger.

« Ce rôle était masqué par la rhétorique de programme aux noms pompeux, tels que, "Nourriture pour la paix" (Food for peace) mis en œuvre par la loi P. L. 480. Bien souvent, Washington prétendait que ses exportations alimentaires étaient soumises aux pressions exercées par les fermiers américains. C'était loin de la réalité, mais permettait de masquer la véritable situation de l'agriculture américaine qui subissait la domination grandissante des petites exploitations familiales par les géants de l'industrie agroalimentaire. » (W. Engdahl, 2008).

Les OGM ont été développés pour masquer la grande duplicité de la politique agricole des États-Unis, par ricochet leur politique étrangère, dont l'objectif majeur est de relever leur économie tout en se fixant un rapport hégémonique avec le reste du monde. Les américains sont dans une logique de contrôle alimentaire mondial qui vise, en réalité, un dessin malsain de domination la planète tout entière. Cette posture invite aux questions suivantes : que s'est-il vraiment passé pour que l'on en arrive à cette étrange situation ? Qu'est ce qui a motivé une telle politique ?

Dans les années 1970, les États-Unis, confrontés à des crises, économique avec la chute du prix du pétrole sur le marché mondial, politique liée à la défaite de l'armée américaine pendant la guerre du Vietnam et alimentaire avec la crise d'approvisionnement mondial en 1973, vont créer les conditions pour remonter la pente. Pour faire face à ces crises, le Président Nixon demande à Kissinger, employé du groupe de réflexion des questions gouvernementales, d'étudier les implications réelles de la croissance démographique du Tiers monde et la sécurité nationale. Avant lui, dans le gouvernement d'Henry Truman, c'était Isaiah Bowman, directeur de la commission d'études de paix et de guerre de CPR qui était l'investigateur du projet de contrôle de la croissance démographique en 1939 en rapport avec les intérêts nationaux des États-Unis. (W. Engdahl, 2008).

Dans le mémoire sur la sécurité nationale, "Implication de la croissance démographique mondiale sur la sécurité américaine et ses intérêts outremer", Henry Kissinger révèle que, pour pérenniser, consolider l'hégémonie américaine à l'échelle internationale, les États-Unis doivent maîtriser le coût du pétrole sur le marché et la croissance démographique. « Contrôler le pétrole et vous contrôlerez les nations. Contrôlez l'approvisionnement alimentaire et vous les peuples. » (W. Engdahl, 2008). La pensée américaine du monde se perçoit par la mainmise sur le pétrole et ses dérivés en vue de contrôler les nations. Elle prend en compte le contrôle des semences qui va se solder par celui de l'alimentation. Il s'agit de tenir la population mondiale en son pouvoir. C'est "un slogan hégémonique" des États-Unis qui prend forme et se consolide. Ainsi, le pétrole et l'alimentation deviennent des éléments fondateurs de la dynastie américaine.

À vrai dire, le système de production alimentaire mondiale dépend, à plus de 80%, du pétrole (la production des engrais, des pesticides, des herbicides, sans oublier les tracteurs à moteur) auquel s'ajoute l'urbanisation. Contrôler le pétrole implique directement le contrôle de l'économie des États et des pays producteurs de pétrole, les systèmes de production et de distribution alimentaires. À cette époque, les États-Unis, produisant en grande quantité l'énergie combustible, vont faire grimper le prix du pétrole et des céréales sur le marché mondial, entre 300 et 400%. C'est sans doute sur le levier économique que les États-Unis vont actionner leur pouvoir de domination qui commence par le pétrole. (W. Engdahl, 2008).

Après le pouvoir pétrolier, il suit un deuxième fil rouge, celui du contrôle de la survie même de l'humanité par l'approvisionnement alimentaire, programme de domination mondiale en œuvre depuis les années soixante-dix par Henry Kissinger [W. Engdahl, 2008]. La nourriture étant un besoin biologique de tout vivant, toute nation qui dispose de la nourriture en quantité a, non seulement le monopole de la production et de la distribution, mais surtout elle peut contrôler la survie de toute une planète. La politique agricole est trop importante pour être laissée au ministère de l'Agriculture [W. Engdahl, 2008]. C'est dans une logique hégémonique que se déploie l'Oncle Sam pour qui, l'alimentation étant primordiale, avoir le monopole de son approvisionnement, c'est avoir le droit de vie et de mort sur tous les peuples.

« La politique visant au contrôle de la sécurité alimentaire avait été conçue à la fin des années trente bien avant le déclenchement de la guerre. Elle avait été discrètement financée par quelques fondations privées, créées pour préserver la richesse et la puissance d'une poignée de familles américaines. » (W. Engdahl, 2008). Parmi ces familles américaines figurent les frères Rockefeller dont le plus motivé fut John David Rockefeller III, engagé par le président Nixon en juillet 1969 pour piloter la commission sur la croissance démographique et le futur américain dont le rapport devrait préparer le terrain pour la NSSM 200.

Pour mettre les théories de Kissinger en exécution, les États-Unis vont organiser en 1974 une conférence mondiale à Rome dont deux thèmes seront à l'ordre du jour : « le premier visait à tirer la sonnette d'alarme face à une soi-disant explosion démographique dans un contexte de pénurie alimentaire, ce qui était à examiner [résidait dans] une formulation unilatérale du problème. Le deuxième consistait à examiner les modalités de régulations des brusques écarts des prix et de volume des approvisionnements alimentaires mondiaux. » (W. Engdahl, 2008).

Cette conférence propagandiste était une manière de donner un signal fort aux pays pauvres et ceux en voie de développement d'une probable crise alimentaire présentant les États-Unis comme le garant de leurs intérêts. L'intention du gouvernement américain est clairement

exprimée dans la première version du rapport de Kissinger rapporté par W. Engdahl (2008) lorsqu'il affirme : « le président a demandé une étude sur l'impact de la croissance de la population mondiale, sur la sécurité américaine et ses intérêts outremer ». Il ressort de cette étude que la forte croissance démographique des pays pauvres pourrait entraver leur rythme de développement économique ainsi que leur sécurité alimentaire.

Bien que les pays pauvres soient à la merci de la famine, ils pourraient aussi être dans l'incapacité d'importer des produits alimentaires pour faire face à une situation de pénurie alimentaire que traverse leur population, compte tenu de leur fragilité économique dans une ère de dépendance alimentaire de l'Oncle Sam. La conséquence immédiate qui résulterait d'une telle situation est la famine et la sous-alimentation chronique. Ce problème qui affecte, au premier rang les pays pauvres, pourrait avoir des fâcheuses conséquences sur les intérêts économiques américaines. Ce qui peut exposer Washington à une crise économique en proie aux rivalités et concurrences économiques avec des pays en voie développement.

Le taux élevé de natalité des pays pauvres et celui des pays en voie de développement risque de provoquer des crises socio-économiques. « Ils auront de plus en plus de difficultés à payer les matières premières et l'énergie. Les engrais, vitaux pour leurs productions agricoles seront difficiles à obtenir dans les prochaines années. Les importations de pétrole et autres matériaux causeront de graves problèmes pouvant affecter les États-Unis, aussi bien par une demande de meilleurs termes d'échanges en augmentant leurs prix. » (W. Engdahl, 2008). Ces pays peuvent ainsi s'exposer à des crises alimentaires et économiques.

Pour ne pas être le plus grand perdant et éviter d'affecter leur économie, les États-Unis vont disposer et commercialiser les matières, les produits de première nécessité dans les pays qui sont dans des impasses socio-économiques dues à leur forte croissance démographique. À travers l'analyse du rapport Kissinger, l'on peut penser que l'étude diligentée par Washington a pour unique but d'aider et d'équilibrer l'écologie humaine. Or, cette étude a eu pour objectif majeur d'établir le rapport entre la croissance démographique et son impact sur l'économie pour identifier les pays susceptibles de rivaliser avec les États-Unis. Sachant qu'une économie forte nécessite une forte croissance démographique, il est clair que des pays à forte démographie disposent de potentialités économiques réelles du fait de leur population qui constitue un pouvoir d'achat impressionnant.

C'est ainsi que le gouvernement américain décide d'entreprendre une nouvelle politique pour casser le rythme des croissances démographiques des pays en voie de développement aux fins d'étouffer toute concurrence. C'est dans ce sens que l'approvisionnement alimentaire américain

se constituera en une efficace arme contre les pays moins développés. Il fallait mettre en place des mécanismes de réduction du taux de natalité dans ces pays puisque « la nouvelle politique américaine revenait à dire : si ces races inférieures, nous empêchent d'accéder largement à des matières premières bon marché, nous devons trouver le moyen de nous en débarrasser. » (W. Engdahl, 2008). Empêcher les races inférieures d'être un obstacle dans l'accès aux matières premières bon marché était perçu comme une question de salut national américain. D'où l'urgence de se débarrasser.

L'intention cachée de la politique américaine d'approvisionnement alimentaire réside dans sa volonté de mettre en place des programmes de réduction de la population dans les pays en développement. Pour atteindre cet objectif, deux méthodes sont mentionnées : la première méthode réside dans la nécessité de conditionner les aides économiques et alimentaires par des programmes de réduction des naissances. La seconde méthode initie des actions indirectes des Organisations Non-Gouvernementales (ONG), celles de l'ONU (Organisation des Nations Unies), sans omettre des institutions économiques comme le Fonds Monétaire International (FMI), la Banque Mondiale qui permettront aux États-Unis de promouvoir des politiques de contrôle des naissances.

C'est à travers des politiques de prêt, des conditionnalités et/ou des recommandations intégrées aux programmes de développement de ces pays que les États-Unis comptent les soumettre. La motivation sous-jacente de cette politique peut être interprétée comme une forme de néo-colonialisme économique, une stratégie géopolitique de total maintien de l'hégémonie américaine. Si les pays en développement (désignés comme "*races inférieures*", bien que ce terme soit hautement controversé et péjoratif) entravent l'accès des États-Unis à des matières premières bon marché, ils doivent être soumis à des mesures visant à réduire leur population aux fins de répondre aux besoins économiques américains.

De telles politiques soulèvent des questions profondes de politique étrangère et des implications éthiques de l'ingérence américaine dans les politiques internes des pays souverains. Elles posent la question de la perception des autres nations par les États-Unis, des implications de telles politiques sur les relations internationales et la perception mondiale de la puissance américaine. Des pays tels que l'Indonésie, le Nigeria, le Mexique, l'Inde, le Brésil, la Turquie, la Colombie, les Philippines, la Thaïlande, l'Éthiopie, l'Égypte, le Pakistan, le Bangladesh et bien d'autres, ce sont « treize pays en voie de développement qui disposent de ressources parmi les plus riches de la planète... D'après la NSSM 200, seule la réduction drastique de leur population permettrait aux États-Unis d'en exploiter les manières premières. » (W. Engdahl, 2008).

La politique de « dépopularisation mondiale et [de] contrôle de l’approvisionnement alimentaire devaient, sous Kissinger, devenir des objectifs de la politique stratégique américaine et constituer la nouvelle « solution » face aux menaces sur la puissance américaine et à la pérennité de son accès aux matières premières à bas prix en provenance du tiers monde. » (W. Engdahl, 2008). Son mémoire sur la sécurité nationale est édifiant : « Nous disposons d’environ 50% de la richesse mondiale mais de seulement 6.3% de sa population. Cette disparité est particulièrement importante entre nous et les peuples asiatiques. Dans cette situation nous ne pouvons éviter d’être un objet d’envie et de ressentiment. Dans la période à venir notre tâche consiste véritablement à développer un type de relation qui nous permette de maintenir cette disparité sans mettre en péril notre sécurité nationale. Pour ce faire, nous devons nous dispenser de toutes sentimentalités ou d’état d’âmes, et pour tous les dossiers, notre attention devra se centrer sur nos intérêts nationaux immédiats. Nous ne devons pas nous leurrer en pensant pouvoir nous permettre aujourd’hui le luxe de l’altruisme et de la bienfaisance mondiale. » (W. Engdahl, 2008).

Le fait que les États-Unis disposent d’une part disproportionnée de la richesse mondiale va créer inévitablement des tensions et des sentiments d’envie et de ressentiment. C’est cette disparité qui va être soutenue. Cette hégémonique dynamique est donc cruciale pour maintenir la disparité, la richesse tout en garantissant la sécurité nationale des États-Unis. La perspective adoptée est assez cynique et dépourvue de considérations éthiques ou humanitaires. Se dispenser de toute sentimentalité, de tout altruisme au nom des intérêts nationaux immédiats, c’est ignorer sans doute la complexité des relations internationales et le potentiel de coopération au détriment des défis mondiaux.

À vrai dire, la coopération internationale et l’inique partage des richesses ne peuvent être bénéfiques à long terme qu’en favorisant la stabilité mondiale et la prospérité partagée. Ignorer ces aspects au profit d’une stratégie de préservation stricte des intérêts nationaux risque de perpétuer les inégalités et d’aggraver les tensions géopolitiques. Pourtant, le gouvernement américain d’alors a mené un vaste politique de réduction démographique. D’où le recours aux OGM pour aboutir à la réduction démographique.

## **2. L’implication des OGM dans la politique américaine de réduction démographique des peuples**

Suite à la vaste politique de réduction de la démographie conduite par les États-Unis sur la proposition de Kissinger, l’étude fut menée. Selon l’étude réalisée par le département de la santé

de l'île en 1965, environ 35% de la population féminine de Porto Rico en âge de procréer avaient été stérilisée de façon permanente [W. Engdahl, 2008]. Cette campagne de stérilisation féminine fut justifiée par l'argument fallacieux, selon lequel la santé féminine serait protégée et les revenus familiaux stabilisés par un nombre réduit de bouche à nourrir [W. Engdahl, 2008]. Cette politique de stérilisation de masse fut un génocide politico-scientifique puisqu'elle a été diligentée par "la race supérieure" contre "la race inférieure ou les déchets de l'espèce humaines".

La politique du gouvernement américain avec des entreprises complices encourageaient les femmes des foyers démunies à enfanter dans les nouveaux centres américains de santé où "les médecins les stérilisaient en leur ligaturant les trompes après leur deuxième enfant, la plupart souvent sans leur consentement". L'objectif était de conduire la population mondiale à la chute libre sans endosser la responsabilité. « Les treize pays prioritaires pour la réduction de la population devraient subir des changements drastiques dans les trente années qui suivirent sans que la plupart d'entre eux ne s'aperçoivent de ce qui se tramait. » (W. Engdahl, 2008).

À la fin de 1965, Porto Rico battait le record mondial avec 35% de femmes stérilisées. Dans cette volonté de vouloir contrôler la population mondiale, la famille Rockefeller se livre à une nouvelle aventure cette fois sans l'aide du gouvernement américain. C'est ainsi que Rhoads, le pathologiste de l'institut Rockefeller va exprimer sa haine contre cette population de Porto Rico. Dans une lettre confidentielle adressée à son collègue, il écrit : « les portoricains sont sans doute la race humaine la plus sale, la plus paresseuse, la plus dégénérée et la plus voleuse qui ait jamais habité sur cette planète ce n'est pas d'un travail de santé publique dont cette île a besoin, mais d'un tsunami ou de quelque chose capable d'exterminer totalement sa population, j'ai fait de mon mieux pour engager le processus en tuant huit. » (W. Engdahl, 2008). Rhoads demande implicitement à son collègue d'engager la procédure d'éradication de la population portoricaine qu'il considère comme un déchet humain à supprimer.

Dans la même perspective, le Brésil, l'un des pays sur lequel la NSSM 200 (projet de réduction de la population en langage bureaucratique), était le mieux documenté sur la question. Au début des années quatre-vingt-dix, presque quatorze ans après le début de la mise en œuvre, le ministère brésilien de la santé, alerté par des signalements de stérilisation féminines à grand échelle, diligenta une enquête. L'information sur le mémoire secret de contrôle de la population dans des pays en voie de développement a été publiée en mai 1991 par le journal de Brésil, le Hova do Povo.

Le gouvernement fut choqué d'apprendre qu'environ 44% de brésiliennes de quatorze à cinquante-cinq ans avaient été rendues inaptes à la procréation. Quant à leurs aînées, elles avaient été stérilisées au début des années soixante-dix. Le gouvernement découvrit que les stérilisations étaient menées par une pléiade d'organisations et agences dont certaines étaient brésiliennes. Parmi elles, l'on a l'international planned parent Hood federation ; l'US pathfinder fund, l'Association for voluntary surgical contraception, le family health international. Ces organisations et agences sont pilotées par l'Agence américaine pour le développement durable international (USAID) du département d'État américain.

En 1989, le gouvernement brésilien qui avait initialement coopéré au programme dans le but de favoriser la croissance économique et la diminution de la pauvreté, protesta contre USAID, arguant de la surabondance devenue inutile, ce programme de stérilisation. Selon des rapports, 90% de femmes brésiliennes d'origine africaine ont été rendues stériles. Ce qui vient éliminer les futures générations dans une nation dont la population noire était la deuxième après celle du Nigéria. L'on parle d'environ 154 millions de brésiliens des années quatre-vingt. Cette politique de réduction de la population est aujourd'hui connue sous le nom du planning familial et d'utilisation volontaire de méthodes de contraceptions.

La découverte du gouvernement brésilien et des écritures pamphlétaires vont dénoncer la laideur du gouvernement américain en collaboration avec Rockefeller qui vont favoriser un autre cadre de continuité stratégique de la politique de Kissinger sur le projet NSSM 200. « Les frères Rockefeller décidèrent de la promotion d'une nouvelle forme d'eugénisme mondial. » (W. Engdahl, 2008) beaucoup plus radicale, dangereuse et plus meurtrière que celui de Hitler en Allemagne qui a causé l'extermination d'environ six millions de juifs. La nouvelle trouvaille des Rockefeller se rapporte à la recherche en génétique, cette pseudoscience, et à l'ingénierie génétique de la vie. Il est question de la recherche sur les OGM agricoles, une nouvelle arme des élites américaines contre le monde. « L'histoire des OGM se confond avec le pouvoir de cette élite, déterminée à mener le monde entier sous la domination, quel que puisse en être le prix. » (W. Engdahl, 2008). Les OGM deviennent un pouvoir de domination pour soumettre le monde.

Si la politique de dépeuplement avait impliqué l'aspect médical, cette dernière prend appui sur la politique d'approvisionnement alimentaire. Ainsi, ce qui est en vigueur, c'est l'éradication de la race inférieure afin de préserver et garantir les intérêts de la race supérieure. Le mémoire de Kissinger suppose que la principale cause de la croissance démographique est sa relation avec la nourriture. Pour éviter drastiquement les effets de la surpopulation, il faut agir sur la

nourriture. C'est ainsi que la politique du dépeuplement sera associée à la politique alimentaire de la fondation Rockefeller. Méconnu du monde extérieur, il est vraisemblable qu'en plus de trois décennies, il ait eu plus d'influence sur la vie et la mort.

Un des proches collaborateurs de la famille Rockefeller, Alan Gregg va écrire dans le journal de démographie scientifique : on observe un parallèle alarmant entre la croissance du cancer dans le corps d'organisme et la croissance de la population humaine dans l'économie de l'écologie terrestre [W. Engdahl, 2008]. Il ressort que « la croissance des cancers exige de la nourriture [W. Engdahl, 2008]. Des pratiques alimentaires modernes favorisent parfois la consommation excessive de produits transformés, riches en additifs nocifs. Cela pourrait faire écho à une critique de l'industrie alimentaire et de ses effets sur la santé publique. En s'impliquant à la recherche sur les technologies agricole et dans la production des denrées alimentaires massives, la fondation compte venir au bout de son objectif, celui de réduire, à tous les coups, la population mondiale.

La mission officielle de la Fondation Rockefeller fraîchement créée consistait à promouvoir le bien-être de l'humanité au plan mondial. Il allait que la Fondation et la famille Rockefeller décideraient en toute indépendance des modalités de la promotion du bien-être de l'humanité [W. Engdahl, 2008]. En réalité, cette mission de promotion du bien-être de l'humanité est celle de la réduction systématique de la population des races "inferieures" [W. Engdahl, 2008], des africains.

« La philosophie de la Fondation Rockefeller visait à traiter les causes plutôt que les symptômes. Évidemment, l'une des causes des problèmes du monde, selon les vues de la famille, était la tendance persistante de l'espèce humaine, ou tout du moins de la partie la moins riche de celle-ci à se reproduire et à se multiplier. Une population mondiale croissante serait nécessairement la cause de trouble important qui risque d'aliéner une plus grande partie du grand gâteau de la vie que les Rockefeller et leurs riches amis considéraient comme un don leur ayant été attribué de droit divin. » (W. Engdahl, 2008). Cette promotion du bien-être de l'humanité, en se servant de l'alimentation, verse dans la diversion politique. En introduisant les gènes cancérigènes dans le génome des organismes modifiés, la fondation compte réguler le problème à la source, dans un "ni vu, ni connu !", pour garantir ses intérêts.

Des études scientifiques menées sur les pesticides ont révélé qu'ils sont susceptibles de provoquer et/ou sont les causes de prolifération du cancer dans le monde. Cette information a de quoi inquiéter toute conscience. La grande peur réside dans le fait que les OGM alimentaires sont, pour la plupart, conçus pour tolérer ces pesticides. Cela peut supposer que si les pesticides

ont un lien avec la prolifération du cancer, il va de soi que les OGM le soient aussi. Dès lors, "de la nourriture pour la paix" nous passons à "la nourriture pour la mort". Pour P. Rabhi (2008), « bientôt au commencement des repas, se souhaiter non plus bon appétit, mais, plutôt bonne chance ».

Il ressort que les OGM sont utilisés comme une arme de destruction massive contre la population mondiale par une poignée de personnes qui ne pense qu'à ses intérêts. D'où le sens de "tous cobayes" de Gilles-Éric Séralini. Par conséquent, si les firmes américaines ont décidé de débrider la croissance démographique en partant des populations à croissance rapide et pauvre, l'Afrique est loin d'être exemptée.

Avec ses richesses et sa croissance démographique rapide, l'Afrique devient une cible privilégiée pour ces firmes qui se servent des OGM en vue de parvenir à leur objectif, à savoir réduire les races et les populations "inférieures" en vue de préserver la "race supérieure". Les OGM sont conçus pour rendre stérile toute production et/ou reproduction, en termes de perpétuation de l'espèce. Avec les approvisionnements alimentaires de types OGM en Afrique, l'on observe en parallèle l'accroissement de l'infertilité de tout genre qui dépasse le record mondial, sans oublier celui des maladies chez les femmes les empêchant d'avoir des enfants. C'est en sous-main que la politique alimentaire américaine en Afrique subsaharienne va faire la promotion des OGM (Organismes Génétiquement Modifiés). N'est-ce un piège qui est tendu à l'Afrique ?

### **3. Les OGM en Afrique : les pièges à éviter**

Les OGM peuvent être considérés comme "des armes de destruction massive" mises en place par des firmes et entreprises américaines en complicité avec leur gouvernement pour réduire la population mondiale de plus en plus nombreuse et incontrôlable. L'objectif est de tout contrôler, de garantir à long terme leurs intérêts. En effet, les semenciers et multinationales veulent, non seulement le contrôle exclusif de la population mondiale, mais surtout une totale mainmise sur le système agricole mondial, tout en visant le monopole d'approvisionnement alimentaire afin d'imposer leur politique et leurs visions du monde. D'ailleurs, « la révolution verte a marqué le début du contrôle mondial de la production alimentaire, processus qui devrait s'achever par la révolution génétique quelques décennies plus tard. » (W. Engdahl, 2008). La révolution verte n'est qu'une mainmise et un contrôle exclusif des systèmes politique, économique et social du tiers-monde au profit des États-Unis. Du coup, les OGM deviennent des atouts indéniables pour

exercer des pressions et détourner des gouvernements de leurs objectifs aux fins de servir la cause américaine.

Pour D. Hathaway (1998), « un nouvel oligopole semencier mondiale est en passe de prendre le contrôle du travail de sélection et d'amélioration des plantes, dans le secteur public comme dans le privé. Il y a de bon à en attendre sur la sécurité alimentaire ». Tout porte à croire que les semences prônées par les multinationales sont loin d'aider l'Afrique à sortir de la famine. Au contraire, avec les semences transgéniques, les paysans ne peuvent plus cultiver des semences traditionnelles reproductibles en toute liberté étant donné qu'ils sont tenus, avec l'adoption des semences transgéniques, de racheter les semences chaque fois. C'est une prise en otage des autres systèmes puisque la technologie des OGM est méconnue des autres. Si l'on n'y prend garde, les semences transgéniques, dans leur posture hégémonique et leur volonté de contrôler la production agricole et l'approvisionnement alimentaire de tout peuple, amplifieront la famine chronique et la souffrance de la population africaine. Les OGM sont une "arme de la faim" au service de grandes firmes semencières et des gouvernements les plus impitoyables au monde.

D'ordre et déjà, certains pays africains montrent leurs inquiétudes « qu'à terme des productions par le génie génétique pourraient supplanter les productions naturelles et fragiliser sérieusement les économies locales par exemple la production de vanille en laboratoire à faible coût à partir des champignons génétiquement modifiés dans les pays du nord pourrait conduire l'économie de Madagascar dans un profond marasme également dans les pays du tiers-monde, les mauvaises herbes ont une importance socioéconomique locale dans certaines communautés, 80% des mets provient des plantes non cultivées. » (N. Bachand, 2021).

L'adoption des OGM en Afrique peut avoir des conséquences désastreuses et provoquer des bouleversements économiques, sociaux, et culturels. Des semences traditionnelles des plantes sauvages meublant la tradition de ses peuples qui mènent leur vie, se soignent, se nourrissent et/ou développent leur économie, peuvent disparaître. Alors que la diversité végétale est un atout inestimable pour les peuples africains. En tant que berceau des semences traditionnelles, l'Afrique est l'un des rares continents où l'on peut trouver des variétés de semences permettant de nourrir la majeure partie de sa population. Ces semences que nos ancêtres conservent depuis toujours ont permis, par le travail des paysans de nourrir et de garantir la sécurité alimentaire jusqu'à nos jours. Les paysans africains doivent préserver cette tradition de conservation et de sécurisation des semences pour ne pas mettre en danger les populations qu'ils ont en charge de

nourrir. Il s'agit de se préserver de la nocivité des plantes transgènes, connus pour leur stérilité, leur homogénéité, leur standardisation et leur contamination, qui peut détruire des biodiversités. À vrai dire, l'Afrique reçoit, avec la mondialisation, la pression pour priver du droit tous ces paysans qui cultivent, échangent librement leurs semences. Il leur est imposé des semences issues des manipulations génétiques avec brevet OGMB puisque l'implication des règles liées aux brevets et aux semences est bien controversée permettant aux entreprises semencières d'introduire des gènes, de devenir des incontournables propriétaire des ressources génétiques dont la variété originelle est le fruit du travail de plusieurs générations d'agriculteurs ayant passé leur vie et leur temps à sélectionner, à défendre avec art et intelligence la conservation de ces semences.

La mainmise et/ou la concentration sans scrupule des multinationales sur le système agrochimie sont inquiétantes, préoccupantes puisqu'aucune « aide alimentaire ne pouvait être envoyée avant que le pays récipiendaire n'ait souscrit aux exigences de Rockefeller pour le développement agricole avec à la clé, un programme de contrôle démographique et l'ouverture aux investissements américains intéressés. » (W. Engdahl, 2008). Tout État souscripteur doit signer un engagement de réduction de la population, laisser une libre ouverture de son marché à tous les entreprises américaines désireuses investir dans ces pays.

« Cette mise sous tutelle des communautés paysannes compromet directement le droit des peuples à assurer leur autonomie alimentaire » (N. Bachand, 2021) et leur volonté de mettre en place une meilleure politique d'approvisionnement et une gestion contrôlée des semences. Cette politique des biotechnologies agricoles modernes ne fera que condamner les paysans d'Afrique et ceux d'ailleurs à l'appauvrissement perpétuel et à la domination américaine. Les paysans seront ainsi privés de leurs droits sur des pratiques ancestrales, celui de semer et de récolter en toute tranquillité et de profiter de ce "privilege de l'agriculteur" qui est explicitement reconnue par la communauté internationale comme un droit inaliénable.

Les paysans de l'union européenne ont été privés de leur droit par une loi leur interdisant la commercialisation, les prêts et la culture des semences traditionnelles pour leur imposer les semences transgènes brevetées. Là-bas, les paysans européens doivent chaque période racheter pour cultiver. En Afrique noire, le développement des OGM est loin d'aider et/ou de libérer la population du joug de la famine. Il faut permettre aux multinationales de s'emparer de son système alimentaire, d'imposer leur veto sur la communauté paysanne, lui infliger la souffrance. Pour l'Inde, les graines génétiquement modifiées sont des graines du suicide. Pour ne pas regretter leur adoption, il revient aux africains de procéder à une étude poussée de leur usage.

La particularité des semences génétiquement modifiés réside dans le fait qu'elles sont incapables de repousser. En 2000, des entreprises comme le Delta & pine Land Seed Co étaient en voie de commercialiser ces semences qui ont la particularité d'être modifiées génétiquement et brevetées pour donner naissance à des plantes dépendantes des produits chimiques dans le but d'implémenter leur hégémonie économique et biologique. Ce qui est ainsi recherché, c'est la volonté de leur appliquer un produit chimique manufacturé par la compagnie ayant breveté les semences afin qu'elles puissent germer ou se défendre contre des maladies.

Le génie génétique agricole est loin de soulager les agriculteurs qui sont producteurs d'une forte consommation de fertilisants, de pesticides traités sur mesure pour renforcer la dépendance des agriculteurs des intrants chimiques très coûteux. Face à la complexité de la situation dans l'adoption des OGM, les acteurs de la filière et les décideurs africains doivent s'interroger sur leurs enjeux réels en Afrique. Ce qui nous amène à l'analyse des problèmes suivants : que peuvent les OGM dans le cadre de la résolution des questions de famine en Afrique ? Les OGM peuvent-ils résoudre la question de la faim en Afrique ?

Si les pays africains adoptent les OGM, ils seront dans l'obligation de « s'approvisionner tous les ans à des coûts élevés auprès des compagnies semencières qui détiennent les brevets [M. Poussart-Vanier, 2006]. Vu la situation socio-économique des paysans, cela pourrait amplifier leur dépendance alimentaire vis-à-vis de l'Occident. Ainsi, les OGM actuels ne sont pas adaptés aux besoins et préférences alimentaires des Africains. Ils étaient d'ailleurs d'abord destinés à la transformation agroalimentaire [M. Poussart-Vanier, 2006]. Les recherches sur les OGM ne tiennent pas compte des valeurs socio-culturelles et paysannes de l'Afrique, leur adoption bouleversera ses habitudes agricoles et/ou alimentaires. Pourquoi vouloir adopter un modèle agricole qui a échoué en Europe, en Chine et même aux États-Unis, le bastion de sa promotion ? L'Afrique n'est pas prête pour s'appropriier les OGM puisqu'elle est plus préoccupée par la satisfaction de ses besoins dans le sens de venir à bout de l'insécurité alimentaire et/ou nutritionnelle. L'Afrique traverse certes des problèmes alimentaires, mais elle est très loin de cette urgence alimentaire qui motive l'adoption des OGM en Europe, en Asie et aux États-Unis. Les agences du contrôle qualité des produits OGM de l'Union européenne et des États-Unis ne sont pas parvenues à convaincre de leur qualité, de leur utilité, encore moins à garantir la sécurité alimentaire. L'adoption des OGM en Afrique n'a pas pour but de sortir sa population de la sous-alimentation, mais de contrôler et soumettre ses pays à leurs exigences. Se soucier du problème alimentaire ne revient pas à privatiser les semences. L'urgence serait de permettre le transfert des technologies agricoles en Afrique en les mettant à jour sur la réalité africaine.

Contre toute attente, ils ont imposé des brevets sur des semences susceptibles de nourrir le monde pour pouvoir récolter des royalties.

Comme on le voit avec les semences ou les médicaments, dès qu'un brevet est déposé, il signifie "royalties" et donc augmentation des prix [M.-M. Robin, 2011]. Ces Produits Génétiquement Modifiés (PGM) sont des instruments de manipulations et de chantages des multinationales aux fins de spolier les plus pauvres. L'extension du système occidental des brevets telle qu'elle est prônée par l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) et avant elle, par le dernier cycle du GATT [(Accord général sur les tarifs douanier et le commerce)], sape directement les droits économiques des pauvres [M.-M. Robin, 2011]. L'adoption des semences génétiquement modifiées va fragiliser davantage la situation socio-économique et culturelle de certains pays et entraîner leur population dans la misère. Augmenter le prix des denrées alimentaires peut être suicidaire et contribuer à accentuer le pillage des richesses et l'exploitation économique de cette partie du monde.

La recherche sur les OGM agricoles n'a jamais été de libérer les populations mondiales d'une quelconque famine encore moins de la sous-alimentation comme des dirigeants véreux le prétendent aujourd'hui. « Leur but est plutôt le contrôle de toute forme de vie sur la planète, une suprématie dont les dictateurs ou les despotes du passé n'ont jamais rêvé » (M.-M. Robin, 2011). En réalité, les OGM sont une arme de destruction massive mise en place par les entreprises américaines en complicité avec leurs gouvernements pour réduire la population mondiale de plus en plus nombreuse et incontrôlable. C'est en vue de garantir à long termes les intérêts des États-Unis. Il s'agit de déposséder l'homme de sa dignité et de ses valeurs pour en faire un objet de recherche scientifique (des cobayes).

Il revient aux agriculteurs et aux consommateurs de faire l'expérience de la technologie et de ses retombées, en termes de bénéfices économiques pour le monde agricole, de qualité de la nourriture pour les hommes et les animaux, de retombées environnementales positives suscitant la diminution des pesticides utiles. Ainsi, l'agriculture doit, non seulement permettre aux paysans de sortir de la pauvreté, mais aussi elle doit être capable de nourrir la population africaine en répondant à ses besoins écologiques et biologiques réduisant l'usage des produits chimiques. De telles exigences ne sont pas conformes aux OGM qui se révèlent de plus en plus dangereux sur le plan sanitaire, écologique et du bien-être.

Ces craintes ont été prouvées par les travaux de G.-É Séralini (2013) concluant que « la consommation d'aliments GM [favorise] le développement de tumeurs cancéreuses chez les rats ». Une telle découverte inquiète le monde et les potentiels candidats à son adoption. En

effet, les travaux de Séralini constituent la seule plus longue et sérieuse étude menée sur les OGM agricoles depuis leur mise sur le marché. L'on comprend le refus des aliments de nature OGM par le Kenya. Mieux, les autorités en accord avec la société civile les ont interdits. Cette interdiction est assortie d'une forte amende allant jusqu'à 20 Millions de shillings kenyans (environ 230 000 dollars), d'une peine d'emprisonnement de 10 ans pour tout commerce autour des OGM et leurs dérivés. De telles mesures radicales se veulent à titre de précaution car, motivées par plusieurs raisons selon lesquelles les aliments OGM sont suspectés à tous égards d'être à base de prolifération de nombreuses maladies.

L'homme moderne ne mange pas de la même manière qu'autrefois. Certaines maladies rares aux temps anciens sont devenues fréquentes aujourd'hui [J. Seignalet, 2004]. Au nombre de ces maladies, l'action favorable fréquente du changement nutritionnel est rapportée dans 91 maladies. Les maladies les plus populaires sont : le cancer, le diabète, l'obésité », les « hémopathies : Leucémies, Obésité, Surpoids, Angines de l'enfant et de l'adulte, Otites de l'enfance, Dépression nerveuse endogène, etc. [J. Seignalet, 2004]. Les plantes modifiées ont des impacts environnementaux considérables en modifiant le métabolisme écologique des autres par la contamination en provoquant des dysfonctionnements écosystémiques. C'est pourquoi, les autorités du Kenya se sont formellement gardées de faire de leur population des cobayes aux fins scientifiques.

Par ailleurs, l'agriculture intensive dépossède des petits paysans et fermiers de leurs terres cultivables au profit des producteurs solvables. Ce qui provoquera d'énormes déficits au niveau de la population rurale. Pourtant, selon certaines propagandes publicitaires, tout porte à croire que le destin de l'Afrique, en matière d'alimentation, se trouve dans les OGM. C'est une fausse compréhension. Certes, l'Afrique souffre d'une détresse alimentaire, mais la pensée selon laquelle les plantes transgéniques issues des biotechnologies agricoles pourraient éradiquer la famine, est douteuse et manque de justesse.

Pour corroborer l'esprit mercantiliste des OGM, D. Hathaway (1998) constate : « les firmes reconnaissent explicitement qu'elles ne s'adressent pas aux petits agriculteurs mais exploitants. Il ne s'agit pas de produire la nourriture pour les affamés de la terre ». S'adressant uniquement aux exploitants au détriment des pauvres paysans africains, les firmes ne font que justifier que la culture des OGM ne peut pas s'adapter aux conditions des africains. En effet, l'agriculture en Afrique est dominée par l'agriculture familiale, entretenue par des petits paysans et fermiers. 90% de la population se nourrit du travail des petits paysans et non de l'agriculture moderne

qui produit sans nourrir. Quelles sont perspectives d'approvisionnement alimentaire pour une Afrique noire en mutation démographique ?

#### **4. Les perspectives d'un approvisionnement alimentaire en Afrique**

La résolution des questions d'insécurité alimentaire en Afrique doit prendre en compte l'aspect culturel, politique, économique et social qui doit osciller entre durabilité, productivité et rentabilité. La production d'une culture doit être attachée à une tradition agricole qui pousse les paysans d'une région à être célébrés lors des récoltes. La réduction de la pénibilité du travail doit être oubliée. Des laboratoires, en Côte d'Ivoire comme le LANADA (Laboratoire National d'Appui au Développement Agricole, décret de création n°91-760 du novembre 1991 et modifié par le décret n°99-439 du 07 juillet 1999 puis par le n° 2013-329 du 22 mai 2013 portant attribution, organisation et fonctionnement dudit laboratoire sous la tutelle du ministère de l'Agriculture et du Développement rural), doivent accompagner et stimuler la production des produits agricoles par région dans une logique traditionnelle de promotion des cultures.

Il faut évaluer ces structures et proposer leur emplacement sur la base des cultures selon les régions. Les questions de pathologie animale, d'hygiène alimentaire, de nutrition animale, d'insémination artificielle, d'écotoxicologie, de phytotechnie doivent être cernées et adaptées aux réalités régionales. Du coup, l'évaluation de ces structures se fait en tenant compte des zones de culture qui se déploient sur le plan technique, scientifique, administratif et financier. Des propositions à court, moyen et long termes doivent se faire pour maintenir la productivité dans la durabilité, la commercialisation en évitant le gaspillage et la nécessité de couvrir tout le pays dans le sens l'approvisionnement.

C'est pourquoi, les décideurs politiques et la société africaine doivent travailler en parfaite synergie pour trouver le consensus arrangeant et s'adoptant aux réalités africaines. Bien que réelle, la crise alimentaire en Afrique trouve des issues par la valorisation des méthodes, des techniques, la sélection des semences ancestrales. L'agriculture traditionnelle africaine a fait ses preuves et mérite d'être accompagnée dans une logique de motorisation et technicisation des pratiques agricoles tout en permettant aux paysans de contrôler leur activité. Il faut faciliter l'accès des terres cultivables aux paysans, privilégier et valoriser les semences traditionnelles par des lois restrictives contre la production et la commercialisation des OGM en s'appuyant sur l'exemple du Kenya. Mettre en place des plans d'actions qui sollicitent les structures de recherches agricoles locales, s'impliquer dans la recherche sur la valorisation des techniques de productivités traditionnelles pour stimuler les rendements et des variétés des semences locales.

Soutenir les paysans par des appuis financiers, matériels et logistiques valorise les pratiques de l'agriculture biologique.

Améliorer la performance des paysans et de l'agriculture en Afrique serait judicieux en multipliant des initiatives en faveur de l'agriculture familiale et biologique, plutôt que d'avoir recours aux technologies OGM étant donné que les semences transgéniques « s'adressent aux agricultures marchandes alors que les plus vulnérables au risque alimentaire sont les paysans plus démunis vivant d'une agriculture de subsistance » (M. Poussart-Vanier, 2006). Il ressort que les OGM ne s'adressent pas aux paysans africains, mais plutôt aux plus solvables.

Le problème africain de la faim n'est pas seulement lié à l'insuffisance de la production des denrées alimentaires et de la protéine animale. En majeure partie, il est lié à la distribution fondée sur la régularisation efficiente et résiliente des produits alimentaires. Il faudrait sans doute multiplier des infrastructures routières adéquates permettant les transites des produits alimentaires vers les marchés publics. Des issues favorables aux crises socio-politiques et les excentricités des systèmes agricoles créent des déficits alimentaires de toutes sortes laissant les populations dans l'extrême famine, dans la pauvreté. Il importe de (re)valoriser des volontés politiques autour des systèmes agroalimentaires aux fins de définir des politiques sociales transparentes dans la plupart des pays d'Afrique, faire-valoir une alimentation sans équivoque. « Quoique la révolution verte ait permis l'augmentation de la production alimentaire, elle échoua singulièrement à résoudre le problème de la faim dans le monde » (N. Bachand, 2001) et particulièrement en Afrique. De plus, la question de la faim en Afrique est due aussi au gaspillage alimentaire. Bien que cet aspect soit souvent négligé dans les statiques ou dans l'analyse des problèmes liés aux déficits alimentaires, il est fortement urgent et préoccupant de souligner que la perte considérable des produits alimentaires s'estime à environ selon la FAO à 1,3 milliards de tonnes par an. La bonne gestion de cette quantité de nourriture pourrait servir à nourrir des gens. Par conséquent, si nous voulons éviter le gaspillage alimentaire, il faut lutter contre la forte concentration alimentaire dans les marchés urbains et privilégier des politiques de décentralisation des marchés afin de rendre accessibles des produits alimentaires à toutes les couches des populations, car le gaspillage naît de la surabondance.

## Conclusion

L'adoption des OGM en Afrique noire bien que passionnant soulève plusieurs interrogations dont celle de l'idéologie fondamentale des plantes transgéniques. Il ressort que « les problèmes qui subsistent sont essentiellement de nature idéologique, quoique fondés sur de véritables

problèmes scientifiques. » (J.-P. Oury, 2006). Cette recherche a permis de comprendre que la technologique OGM a vu le jour pour servir des causes et des intérêts américains et non pour répondre aux besoins alimentaires mondiaux. Tout est mis en place pour asseoir l'hégémonie américaine. En se référant à l'hypothèse d'une explosion démographique mondiale, les OGM ont été utilisés comme "*une arme de destruction*", de dépopulation. Trois décennies après leur mise sur le marché, ceux-ci ont fait plus de victimes malades, de morts qu'une guerre armée. Pour D.-É Séralini (2013), nous entendons « tellement parler de l'insécurité liée à la délinquance et des mesures prises pour l'endiguer [que nous n'imaginons] pas que les tueurs en série les plus surnois et les plus impitoyables se prélassent sans être inquiétés dans nos aliments, dans nos boissons ». Pour notre part, nous pensons que les pays d'Afrique doivent émettre des réserves visa vis des OGM puisque leur optique de contrôler toute forme de vie. Les OGM n'apportent pas de réponse satisfaisante à l'infertilité des sols et à la résistance aux prédateurs. (A. Grassi, 2003). Les mesures ponctuelles des grandes compagnies semencières en faveur des pays du sud ne suffiront pas à modifier cette réalité.

Monsanto, détenteur du brevet protégeant l'un des gènes impliqués dans la synthèse du b-carotène, a annoncé sa mise à disposition gratuite « pour des raisons humanitaires » (Brac de la Perrière, 2000). Astra Zeneca a déclaré offrir des semences génétiquement modifiées aux agriculteurs pauvres des pays en développement dont la production serait inférieure à 10.000 dollars US par an. Ce privilège ne sera accordé qu'aux producteurs solvables. Cela sous-entend que la technologie des OGM ne sera profitable qu'aux paysans qui ont les moyens. Ce qui va augmenter le nombre d'indigents africains dans un espace où tout est concocté pour accentuer la domination.

Nous retenons que les OGM représentent bien plus qu'une simple avancée technologique, ils soulèvent des préoccupations inquiétantes majeures en termes de diversité biologique, de sécurité alimentaire, de santé publique et de justice sociale. La nécessité d'une évaluation approfondie des risques, des avantages, ainsi que d'une réglementation transparente, se présente comme un impératif pour éviter une catastrophe humanitaire liée à leur adoption aveugle.

C'est dans cette optique que l'Afrique noire doit s'approprier la technologie des OGM, des semences de production, une commercialisation dans le sens de ne promouvoir que ce qui permettra à sa population de mieux se nourrir. La politique d'approvisionnement alimentaire des pays africains doit prendre en compte les denrées alimentaires importées en vue de corriger le déficit. Si c'est le riz qui fait dépenser la côte d'Ivoire par exemple, puisque son importation affiche une lourde facture de 433,26 milliards de Francs CFA faisant de ce pays le tout premier



importateur de riz en Afrique, il revient à ce pays de développer des mécanismes de production du riz en créant les conditions de sa vulgarisation, en mettant en place toute la technologie de sa production, depuis sa culture jusqu'à sa commercialisation.

Il revient à la Côte d'Ivoire de mettre en place des mécanismes innovants de financement. En effet, « une évaluation standardisée de l'impact social et environnemental offrirait des outils pratiques pour mesurer les performances de ces initiatives. Par ailleurs, une réflexion [plus] approfondie sur les politiques publiques visant à encourager [la population] à s'orienter vers l'entrepreneuriat social, à adapter le cadre juridique et à introduire des innovations financières pour assurer la pérennité des entreprises sociales est essentielle. » (L. Ghita, 2024).

La dynamique de réduction des importations de produits agricoles doit se poursuivre partout pour que la Côte d'Ivoire puisse faire des économies et orienter ces fonds engrangés dans la production des infrastructures d'équipement de base dans le monde du transport, du port, de l'aéroport, de la santé, de l'éducation et autres. Il faut sortir des dépenses alimentaires ou faire la promotion de probables exportation du savoir noir africain dans le domaine de l'agriculture.

## BIBLIOGRAPHIE

BACHAND N. (2001). « L'impact des OGM sur l'environnement et les relations socio-économiques dans les pays en développement. » *Vertigo*, la revue électrique en science de l'environnement, <https://doi.org/10.4000/vertigo.4074>, 1 avril 2001, consulté le 15 Janvier 2023 à 22h 42.

ENGDAHL W. (2008). *OGM : semence de destruction, L'arme de la faim*, trad.fr Valentin Dumas, Paris, Jean-Cyrille Godefroy.

GRASSI A. (2023). « Genetically Modified Crops and Sustainable Poverty Alleviation In Sub-Saharan Africa. An Assessment of current evidence » publié en 2003, <http://twinafrica.org/pnnt.asp?twid=374>, consulté le 22/07/2024.

HATHAWAY D. (1998). *Le ver est dans le fruit*. Courrier de la planète, 46.

KUNTZ M. (2006). *Les OGM, l'environnement et la santé*, Paris, Ellipses.

LEKHAILA. G. & AL. (2024). « L'entrepreneuriat social comme levier de développement durable au Maroc » *Revue Française d'Économie et de Gestion* « Volume 5 : Numéro 12 » pp : 512- 534.

LRHZIEL Y. (2012). *OGM intérêts industriels et enjeux politiques*, Paris, La Vallée Heureuse.

Ministères Territoires, Écologie, Logement (2019). « Les Organismes génétiquement modifiés (OGM) » <https://www.ecologie.gouv.fr>, consulté le 01 juillet 2024 à 9h58m.

OURY J.-P. (2006). *La querelle des OGM*, Paris, P.U.F..

PERNOLLET J.-C. (Coord.) (2015). *Plantes Génétiquement Modifiées, Menace ou Espoir ? Points de vue de l'Académie d'agriculture de France*, Paris, Éditions Quæ.

POUSSART-VANIER M. (2006). « *Les OGM, c'est "la" solution pour réduire la faim* » Courade Georges (Dir.). *L'Afrique des Idées reçues*, Paris, Belin, pp. 315-322.

RABHI P. (2008). *Manifeste pour la terre et l'humanisme*, Arles, ACTES SUD.

ROBIN M.-M. (2008). *Notre poison quotidien, la responsabilité de l'industrie chimique dans l'épidémie des maladies chroniques*, Stanké, Montréal.

ROBIN M.-M. (2008) *Le monde selon Monsanto, De la dioxine aux OGM, une multinationale qui vous veut du bien*, Stanké, Montréal.

SEIGNALET J. (2004). *L'alimentation ou la troisième médecine*, Paris, collection écologie humaine, François-Xavier de Gilbert, 5e édition refondue et augmentée.



SÉRALINI G.-É. (2013). *Tous cobayes ! OGM, pesticides, produits chimiques*, Paris, Flammarion.

The New Humanitarian (2013). « L’Afrique est-elle prête pour les OGM ? » Food analysis, 27 novembre 2013, <https://www.henewhumanitarian.org>.